

L'épargne insuffisante pour financer l'économie

• Le déséquilibre à 11% du PIB en moyenne depuis 2007

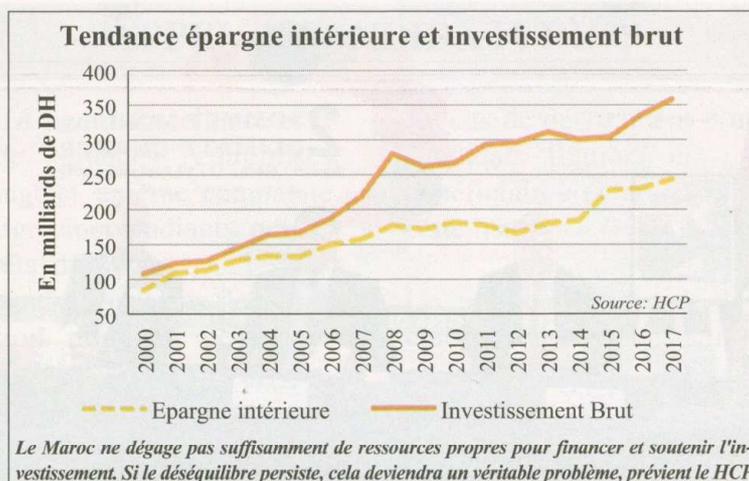
• L'appel aux capitaux étrangers s'accroît

• Peu de ménages arrivent à économiser

LE Maroc est champion de l'investissement avec en moyenne 34% du PIB engagé sur les dix dernières années. Mais, il manque de ressources pour financer l'économie. Après avoir réglé leurs dépenses, les ménages, les entreprises et les administrations publiques disposaient d'un revenu de 293 milliards de DH (+2,8% sur un an), soit 28,8% du PIB. L'épargne intérieure équivalait à 22,8% du PIB à fin 2016 en recul de 0,4 point sur un an. Ce ratio devrait poursuivre sa baisse cette année et en 2018 selon les prévisions du Haut Commissariat au Plan. En face l'investissement a accéléré de 10% pour s'établir à 336 milliards de DH.

L'insuffisance de l'épargne intérieure conduit à faire davantage appel aux capitaux étrangers. Le besoin de financement de l'économie s'est établi à 43 milliards de DH, soit 4,3% du PIB en 2016. Il s'est aggravé de 2 points sur un an. En retraçant les revenus nets en provenance du reste du monde, le besoin réel de financement atteint 11% du PIB en moyenne annuelle depuis 2007.

La situation financière des entreprises continue de se dégrader dans un contexte



Le déséquilibre persistant entre le taux d'épargne et le taux d'investissement ou encore le déficit structurel de la balance commerciale deviendront intenable si le Maroc n'engage pas une véritable transformation de l'économie pour relever la croissance potentielle et assurer une meilleure répartition de la richesse, prévient le HCP. Les récents travaux de la Banque mondiale ou encore de l'OCDE sur le Maroc arrivent aux mêmes conclusions. Cela nécessite l'accélération d'un certain nombre de réformes dont celle de l'investissement public. «Malgré le maintien d'un niveau élevé d'investissement, les différentes stratégies sectorielles lancées ces dernières années et les mesures déployées pour améliorer le climat des affaires, l'économie reste toujours en quête d'une véritable voie et d'un modèle de développement qui la placerait durablement sur un sentier de croissance plus élevé», a insisté Abdellatif

jeunes et les femmes. C'est constamment l'une des inquiétudes qui revient dans les enquêtes du HCP sur la confiance des ménages. En général, la peur de l'avenir stimule l'épargne. Sauf qu'ici les fins de mois sont de plus en plus difficiles, ce qui limite la capacité à épargner. Seulement 8% des mé-

nages sondés arrivent à mettre de l'argent de côté. La situation s'améliore depuis trois trimestres, mais les ménages qui pensent pouvoir épargner restent minoritaires. Le solde d'opinion est négatif à 59%.

Pour ceux qui y arrivent, le challenge est encore d'arriver à drainer les fonds vers le circuit formel. Plus de 13 millions d'adultes n'ont pas accès aux services financiers. Cela suppose qu'une bonne partie recourt à des méthodes informelles pour épargner notamment. Il faudra donner aux populations à faibles revenus les moyens d'organiser leur participation à la vie économique. En outre, les institutions financières doivent adapter l'offre et la tarification aux besoins réels de cette population.

Par ailleurs, l'attractivité de la fiscalité pourrait stimuler l'épargne. Des plans d'épargne défiscalisés par exemple ont été introduits ces dernières années pour encourager l'épargne longue. Mais, ils n'ont pas connu le succès escompté parce qu'ils ont été mal conçus, relèvent les professionnels.

F.Fa

Les ménages ont peu de marge pour l'épargne



Seulement 8% des ménages sondés au deuxième trimestre 2017 par le HCP arrivent à mettre de l'argent de côté. La situation s'améliore depuis trois trimestres, mais les ménages qui pensent pouvoir épargner restent minoritaires. Le solde d'opinion est négatif à 59%

de ralentissement de la croissance et de détérioration des conditions de paiement. Elles se sont beaucoup tournées vers l'étranger pour se financer (équivalent de 50 milliards de DH) en 2016, rappelle Bank Al-Maghrib dans son rapport annuel. La situation s'améliore au niveau des administrations publiques alors que la capacité de financement des ménages a diminué.

Jouahri devant le Souverain lors de la présentation du rapport annuel de Bank Al-Maghrib. La Banque mondiale va fournir une assistance technique pour la réforme de l'investissement public.

Aujourd'hui, le point de croissance s'est beaucoup appauvri en terme de création d'emplois. Le chômage se situe aux alentours de 10%, mais il frappe durement les